

Synthèse réalisée à partir des messages de : Baye Gueye Diop, Louise Yanga, Oumou Lam, Jacqueline Diabangouayila, Rabia Abdelkrim-Chikh, Danielle Fournier, Laurent Fraisse, Mariateresa Battaglino, Madeleine Hersent, Patricia E. Perkins José Hipolito dos Santos, ainsi que des textes de Joelle Palmieri et Dominique Foufelle affichés sur le site internet des Pénélopes (au sujet d'initiatives du Brésil, du Sénégal et de France, et les entrevues avec Pierrette Soumbou et Sandra Quintela)

INITIATIVES AU SUD

La libéralisation ou la récession économique, le sous-emploi et le chômage forment la toile de fond du développement des initiatives. Il est surtout question du regroupement d'agricultrices, de commerçantes ou d'ouvrières pour mutualiser leur travail et leur épargne, afin d'augmenter ou contrôler la vente des produits et consolider l'emploi. La plupart des initiatives se situent dans le secteur informel de l'économie, où un grand nombre de femmes ont une activité génératrice de revenu.

Les femmes se regroupent pour organiser et financer la culture et la vente produits maraîchers, la teinture de tissus (batik), le commerce de produits vivriers, la transformation des produits de pêches ou la fabrication de tees-shirts. Elles cotisent mensuellement à une caisse commune. L'argent déposé en banque leur permet d'acheter un champs, négocier des prêts, faire des achats en gros ou assurer le transport et la distribution des produits.

Par ailleurs, l'éducation et de l'alphabétisation des femmes apparaît primordiale autant en ce qui concerne leurs droits à l'égalité, que le développement d'expertise et d'outils de gestion pour pérenniser leur entreprise. Finalement, la participation des femmes aux structures décisionnelles est cruciale pour faire avancer les revendications des femmes, tant au niveau local que régionale et international.

INITIATIVES AU NORD

Les restaurants de quartier en France et en Italie, les cuisines collectives du Québec sont des exemples d'initiatives socio-économiques des femmes, en particulier des femmes exclues de l'emploi pour des raisons de faible scolarité, non-reconnaissance de diplôme, ainsi que les effets

sexistes et racistes de systèmes qui tardent à appliquer concrètement le droit à l'égalité des chances.

Ces initiatives mettent en évidence les savoirs traditionnels (savoir-être et savoir-faire) des femmes, notamment en cuisine et en santé. Ce type de savoir, de travail et de production sont invisibles ou dévalorisés dans l'économie dominante. C'est l'un des fondements de la pauvreté des femmes et de leur dépendance économique envers le mari ou l'État.

Ainsi dans les pays du Nord, des femmes exclues du marché du travail se regroupent pour développer en même temps des emplois générateurs de revenu et une activité créatrice de lien social dans la communauté (ou le territoire).

Ces initiatives ont une nature et une finalité multidimensionnelles : insertion sociale et professionnelle de femmes exclues, création ou entretien de liens sociaux et de liens interculturels dans un milieu, production de biens et services de base pour les membres de leur famille et de leur communauté (territoire).

Les femmes qui mènent ces projets ont un rapport spécifique au temps. En effet, il leur importe de

- dégager et de maintenir un temps suffisant pour : concilier les rôles professionnels et familiaux ;
- apprendre de nouveaux rôles, modes et méthodes dans leur vie privée et en milieu de travail ; faire place ou préserver le plaisir et la convivialité dans le rapport à l'autre (collègues et clientEs).

Elles ont également un rapport spécifique au travail et à la production : les divers rôles et responsabilités de production et gestion collective sont décloisonnés et partagés. Par exemple, on passe de la cuisine au service en salle.

Un restaurant de quartier mis en place par des femmes immigrées en France permet de

- produire un repas à coût abordable pour des gens de tout âge, qui peuvent ou non détenir un emploi, valoriser la diversité culturelle à travers les plats cuisinés et le rapport qui se crée entre clients et productrices
- favoriser le lien social et interculturel en actualisant le resto comme un lieu d'échange, de rencontre et de dialogue entre personnes de diverses origines et occupations.

Une cuisine collective mis en place par des femmes sans emploi au Québec permet

- l'établissement de relations personnelles conviviales ;

l'expression du plaisir d'être et d'agir ensemble.

Ces aspects relationnels et sociaux sont essentiels, car en leur absence, il serait plus difficile de vivre les tensions inhérentes au travail de groupe et d'assumer la faible rentabilité financière de la production collective de repas.

DES FEMMES REVENDIQUENT UN DROIT À L'INITIATIVE

Par ailleurs, les initiatives des femmes en Europe se butent à de nombreux obstacles dans leur quête de reconnaissance par les pouvoirs publics. Parmi ceux-ci, on dénote :

- statuts juridiques inadéquats pour reconnaître à la fois les dimensions sociales, culturelles et économiques des initiatives;
- morcellement des politiques et des ressources destinées au développement humain, social et économique: cela multiplie les démarches à effectuer pour obtenir un soutien adéquat et cela provoque la démotivation ou l'épuisement des actrices ;

la faible convergence (ou l'absence) entre les politiques axées sur les droits des femmes et celles du développement de l'emploi et de l'économie.

- En France et en Italie, l'analyse et la mise en commun d'expériences vécues par des femmes immigrées peu scolarisées et peu familières avec les codes et les modes du pays ont mené à la revendication d'un "droit à l'initiative" pour que soient levés les obstacles qui entravent le développement des initiatives socio-économiques des femmes. Ce droit à l'initiative trouve en partie réponse dans:

□ un nouveau statut juridique qui reconnaît à la fois les dimensions associatives et économiques de l'initiative

des règles et des modes qui facilitent l'accès aux moyens et aux ressources adéquats pour soutenir l'initiative dans l'ensemble de ses dimensions (humaine, sociale, culturelle, économique)

L'ÉCONOMIE DES FEMMES

Cette "économie des initiatives" des femmes sans emploi du Nord pourrait-il comporter les germes d'un autre modèle économique ? Les activités économiques des femmes rurales et urbaines du Sud dans le secteur informel pourraient-elles les mener vers plus d'autonomie et d'égalité ?

Une économie qui mise ou qui se fonde sur la reconnaissance des savoirs traditionnels et des savoirs acquis en dehors de la sphère d'emploi, le décloisonnement et le partage du travail et de la production entre les membres d'une association ou d'une entreprise, les principes d'entraide et de partage pour la prise en charge des responsabilités familiales, la proximité entre lieu d'emploi et lieu d'habitation, le plaisir et la convivialité dans les relations interpersonnelles, la rencontre interculturelle entre gens de divers âges et origines, etc.

On est bien loin du modèle dominant qui mise principalement sur la productivité, la concurrence, la spéculation, la technologie pour "créer la richesse", lorsqu'on propose une logique et une pratique économique centrées sur le maintien et l'enrichissement de liens sociaux durables et la production de réponses concrètes et immédiates aux besoins essentiels des êtres humains.

Les femmes, en tant que collectivité, auraient un rapport différent à la vie et à l'économie. Elles sont souvent plus préoccupées que les hommes d'améliorer et de maintenir la subsistance et la qualité de la vie quotidienne des gens qui les entourent, dans la famille ou la communauté. Les questions d'alimentation, de logement, de garde d'enfants, de santé et d'éducation, de prise en charge des personnes âgées ou handicapées, de services et relations interpersonnels, de fête et de créativité, sont au cœur de leurs démarches sociales et économiques.

Encore faut-il que les femmes reconnaissent elles-mêmes la valeur de leurs contributions spécifiques. D'une part, les femmes ont développé ces pratiques dans le cadre de l'exclusion. Pendant trop longtemps, les femmes n'ont pas eu le choix. Le rapport des femmes au "caring" est partagé entre le rejet et la continuité. D'autre part, l'économie dominante refoule aux marges les activités créatrices de liens sociaux et de convivialité, car elles ne seraient ni productives, ni rentables.

Le fait de taxer la spéculation, mutualiser l'épargne, de partager le travail et de contrôler l'organisation du travail est-il suffisant pour renverser les logiques et finalités de l'économie dominante (capitalisme) ? Si taxer les transactions financières spéculatives est un premier pas pour redistribuer ce type de richesse, il serait préférable de les éliminer pour que cesse la financiarisation de la vie. Il faudra aussi introduire une "culture contre-compétitive" dans les rapports humains, l'organisation du travail, le commerce, la consommation. Parmi les moyens suggérés : les notions de dette écologique et de dette sociale en contrepartie de la dette financière, le commerce et la consommation équitable, la monnaie sociale et le troc.

Pour transformer les logiques et pratiques de l'économie dominante, il faut redéfinir les notions de richesse, de productivité et de rendement. Il faut également reconnaître l'ampleur et la valeur du travail des femmes dans la "production de la vie humaine" ("caring", "carework"). En ce sens, certaines propositions émergent des contributions des participantEs au forum électronique

Chaque personne sera considérée comme une richesse humaine à part entière (et pas uniquement pour sa "force de travail") : cette personne possède des savoirs qui lui viennent de différentes expériences de la vie (et pas uniquement les savoirs reconnus par les diplômes ou les ordres professionnels) ;

Les femmes (en tant que collectivité) assument un travail colossal de "production de la vie" ou "caring". (prendre soin de la vie humaine). Cette "économie de la vie" constitue la face cachée de l'économie dominante: socialiser les enfants, services personnels et soins de santé dans la famille et la communauté, entretien ménager, cuisine, travail social et communautaire, etc. Une bonne

partie de ce travail est accompli sans rémunération dans la famille et la communauté. Lorsque ce travail est rémunéré, il est généralement considéré comme une "dépense" plutôt qu'un investissement. Les femmes sont pénalisées par le "caring" (double journée de travail, faible revenu, faible partage avec les hommes) et les hommes continuent de le dévaloriser.

- La revalorisation du "caring", "carework" ou "production de la vie" passe notamment par :
 - l'introduction et l'utilisation de mesures et d'indicateurs non-monétaires du développement, et du rendement
 - la redéfinition de la productivité. La productivité est surtout définie comme une mesure de rendement (financier) d'un bien produit en rapport avec les coûts de production. Il faudra en venir à comprendre et calculer *tous* les coûts de production. Cela implique donc de calculer les effets négatifs de tout processus de production sur la santé, la qualité de vie, les droits humains et sociaux, la culture, l'environnement. Car présentement ces coûts et ses effets sont "externalisés" sur la collectivité. Par exemple, le rendement actuel d'un produit financier sur le marché mondial pourrait se solder par une dévaluation foudroyante si on lui imputait automatiquement tous les effets nocifs qu'il comporte.
 - la répartition des richesses en privilégiant les activités productrices de liens sociaux plutôt que les activités spéculatrices et financières
 - la revalorisation du don (gratuité, convivialité, activité non monétaire, temps non productif)
- En somme, il est possible de déceler dans les logiques et les pratiques de "l'économie de la vie" des femmes, des pistes de transformation de l'économie dominante :
 - recentrer l'économie sur les personnes et les liens sociaux ;
 - réenchevêtrer les dimensions sociales, culturelles et économiques ;
 - créer et maintenir les relations sociales en tant que ressources économiques.

Synthesis achieved from the messages of:

Baye Gueye Diop, Louise Yanga, Oumou Lam, Jacqueline Diabangouayila, Rabia Abdelkrim-Chikh, Danielle Fournier, Laurent Fraisse, Mariateresa Battaglino, Madeleine Hersent, Patricia E. Perkins, José Hipolito dos Santos, as well as articles from Joelle Palmieri and Dominique Foufelle displayed on the web site of the Pénélopes (women's initiatives in Brazil, Senegal and France ; interviews with Pierrette Soumbou and Sandra Quintela).

WOMEN'S INITIATIVES IN THE SOUTH

Economic liberalization or recession, underemployment and unemployment form the background of the development of the initiatives. The initiatives represents the associative and collective ventures of women farmers, women street vendors or garment workers that mutualize their work and their savings, in order to increase or control the sale and distribution of their products, and to consolidate their work. Most initiatives are located in the informal sector of the economy, where many women have work.

For example, women regroup to organize and finance the production, transformation and trade of food products, the dye of cloths (batik) or the design and conception of tee-shirts. They contribute monthly to a common case. Money deposited in bank allows them to buy land, to negotiate loans, to purchase wholesale products, to secure transportation and distribution of their products, etc.

Otherwise, the education and the literacy of the women appears much primordial with regard to their equality and human rights. Education and literacy is also important for increasing women's competency in management. Finally, the involvement of women in decision-making structures is crucial to advance women's rights and capacities, at all levels (local, regional and international).

WOMEN'S INITIATIVES IN THE NORTH

The "popular" restaurants in France and in Italy, the collective kitchens in Quebec are examples of the socioeconomic initiatives of twomen, in particular of jobless women excluded for reasons of weak education, non-recognition of diploma, as well as systemic effects of sexism and racism that are blocking the realization of women's equality.

These initiatives illustrates women's traditional knowledges (know-being and know-how), notably in cooking and health. This type of knowledge, work and production is invisible or depreciated in the dominant economy. It is one of the foundations of the poverty of the women and of their economic dependence towards the husband or the state.

So in the countries of the North, women excluded from the job market regroup to develop income-generating activities that are also activities that create and maintain social ties in the local community.

These initiatives have a multi-dimensional nature and finality : social and professional insertion of excluded women, creation or maintenance of social ties and intercultural ties in the community, production of basic goods and services for the members of their family and their community.

The women who lead these projects have a specific relationship to time. Indeed, it is important for them to:

- clear and maintain sufficient time for the conciliation of their professional and domestic roles;
- learn new roles, methods or perspectives in their private life and in their professional life;
- have time and place to cultivate and preserve pleasure and conviviality in their relationships with co-workers, customers and community members.

They also have a specific relationship to work and production : the various roles and responsibilities of production and management are de-compartmentalized and shared. For example, in a popular restaurant, women will rotate cooking and serving tasks.

A popular restaurant created by immigrant women in France allows to:

- produce affordable meals for people of various ages and diverse life conditions
- valorize cultural diversity through the various cooked dishes and establish intercultural ties between customers and producers
- develop social ties while actualizing the restaurant as a place of social exchange, meeting and dialogue between people of various origins and occupations.

A collective kitchen put in place by jobless women in Quebec allows:

- the establishment of convivial personal relations;
- the expression of the pleasure to be and to act together.

The relational and social aspects of the activity are essential, because in their absence, it would be more difficult to live the inherent tensions within group work and buffer the low level of financial savings related to this collective production of meals.

WOMEN ARE CLAIMING A “RIGHT TO INITIATE”

Women's initiatives in Europe stumble on many obstacles in their quest for recognition by public administrations. Among these, one denotes:

- inadequate legal statutes that are unable to recognize the social, cultural and economic dimensions of the initiatives;
- compartmentalization of public policies and resources destined to human, social and economic development: it multiplies the steps of overworked women to get adequate support and it provokes their disengagement or burnout;
- the weak convergence (or absence of) between policies centered on women's rights women and policies centered on the economic and employment development.

In France and in Italy, the analysis and the sharing of experiences lived by less educated immigrant women (who are also unfamiliar with the codes and the norms of their country of adoption) has led them to claim the "right to initiate" ; this would remove the obstacles that hinder the development of women's socioeconomic initiatives. This "right to initiate" could partly find an answer in:

- a new legal statute that recognizes both the associative and economic dimensions of the initiative -;
- regulations and methods that facilitate access to adequate means and resources that can sustain the initiative in all of its dimensions (human, social, cultural, economic).

A WOMEN'S ECONOMY ?

Can we find in this "economy of initiatives" from the jobless women in the North the seeds of another economic model? Are the collective economic activities of rural and urban women in the informal sector in the South leading them toward more autonomy and equality?

This "women's economy" is proposing an economy that bets or bases itself on :

- the recognition of women's traditional knowledges;
- the recognition of knowledges acquired outside of employment and formal studies;
- the decompartmentalization of management and work tasks and responsibilities, and their sharing between workers;
- the principle of mutual aid between workers for domestic responsibilities;
- the proximity between place of use and place of dwelling;
- the pleasure and conviviality in interpersonal relationships;
- the intercultural gathering and meeting between people of various ages and origins, etc.

One is well far from the dominant model that bets mainly on productivity, competition, speculation, supremacy of money and technology "to create wealth", when one proposes an economic praxis centered on the maintenance and enrichment of lasting social ties and on the production of concrete and immediate answers to the essential needs of human beings.

It seems that women, as a collectivity, are supposed to have a different relationship to life and to economy. They are often more preoccupied than men to improve and maintain the subsistence and quality of the daily life of people that surround them, in the family or the community. The questions of food, of shelter, of childcare, of health and education, of caring for ill, handicapped or aged people, of personal services and relationships, of celebration and creativity, are supposed to be at the center of their social and economic processes.

Again it is necessary that women themselves recognize the value of their specific contributions. On the one hand, women have developed these practices in the setting of exclusion. During too long, the women didn't have the choice. Women's relationship to "carework" is thus divided between rejection and continuity. On the other hand, the dominant economy drives back to the margins the creative activities of social ties and conviviality, because they are presumed non-productive and non-profitable.

A global tax on financial speculation (Tobin Tax), collective savings, work sharing, democratic management of work : are these, and other methods, sufficient to reverse the logics and finalities of the dominant economy (capitalism)? If taxing speculative financial transactions is a first step to redistribute this type of wealth, in the end it would be preferable to eliminate financial speculation and thus to stop the financialisation of our lives. It will also be necessary to introduce a "counter-competitive culture" in human relationships, in work organization, in trade and in consumption. Among the suggested means: the notions of ecological debt and social debt in counterpart of the financial debt; equitable trade and consumption; barter of goods and services, and social currency instead of money.

To transform the logic and the practices of the dominant economy, it is necessary to redefine the notions of wealth, productivity and output. It is necessary to recognize the quantity and the value of the work that women do in the "production of the human life" ("caring", "carework").

In this sense, some propositions are emerging from the contributions of the participants in this electronic forum

- Every person should be considered like a fully-fledged human wealth (and not solely for her or his "workforce", and not solely defined as "human capital"): each person possesses the knowledge that comes from her or his different experiences of life (and not solely the knowledge recognized by diplomas or professional corporations);
- The women (as collectivity) assume a huge work of "life production" or "caring" (to take care of human life). This "economy of life" constitutes the hidden face of the dominant economy: socializing children, giving personal, social and health services to their family and community members, domestic work (cooking, cleaning, etc.), etc. A good part of this work is accomplished in the family and the community without remuneration. When this work is remunerated in the public and private sectors, it is generally considered like an "expense" rather than an investment. The women are penalized by "carework" (double shift, weak income, inequitable or absent workload sharing with men) and the men continue to depreciate it (no power, privilege or prestige comes from this kind of work).

The revalorization of “caring”, “carework” and “life production” passes notably by:

- the introduction and the use of non monetary measures and indicators of development and output;
- the redefinition of productivity. Productivity is presently defined as the measure of the output of a produced good in relation with the costs of production. It will be necessary to understand and calculate **all** costs of production. Therefore, it implies to calculate the negative effects of all production processes on the health, the quality of life, the human and social rights, the culture, the environment. Because presently these costs and its effects are “externalized” on the collectivity. For example, the present output of a financial product on the world market could be very strongly devaluated if all the harmful effects it causes would be included in the valuing process;
- the distribution of wealths on the basis of giving greater importance to the activities that produce social ties, rather than the speculative financial activities;
- the revalorization of “giving” (gift economy) (exemption from payment, conviviality, non monetary activity, non productive time).

In short, we can discover within the logics and the practices of women’s “economy of life”, some tracks for transforming the dominant economy, such as:

- recentering the economy on people and social ties;
- reimbricating the social, cultural and economic dimensions in activities;
- creating and maintaining social relationships as economic resources.

La síntesis lograda de los mensajes de:

El Baye Gueye Diop, Louise Yanga, Oumou Lam, Jacqueline Diabangouayila, Rabia Abdelkrim-Chikh, Danielle Fournier, Laurent Fraisse, Mariateresa Battaglino, Madeleine Hersent, Patricia E. Perkins, José el dos de Hipolito Santos, así como los artículos de Joelle Palmieri y Dominique Foufelle desplegaron en el sitio web del Pénélopes (las iniciativas de women.s en Brasil, Senegal y Francia; las entrevistas con Pierrette Soumbou y Sandra Quintela).

LAS INICIATIVAS DE MUJERES EN EL SUR

La liberalización o el retroceso económico, el subempleo y el desempleo constituyen el fondo del desarrollo de las iniciativas. Las iniciativas representan las venturas asociativas y colectivas de las mujeres del campo, mujeres vendedores callejeros u obreros del vestido que mutualizan su trabajo y su ahorro para aumentar o controlar la venta y distribución de sus productos, y para consolidar su trabajo. La mayoría de las iniciativas se localiza en el sector informal de la economía dónde muchas mujeres tienen el trabajo.

Las mujeres reagrupan para organizar y financiar el cultivo, la producción, transformación y comercio de productos de comida, el tinte de telas (el batik) o el plan y concepción de camisetas. Ellas contribuyen mensualmente a un caja común. Dinero depositado en el banco les permite comprar la tierra, negociar los préstamos, comprar los productos precios de mayoreo, afianzar el transporte y distribución de sus productos, etc.,

Por otra parte, la educación y la alfabetización de las mujeres parecen muy primordiales con respecto a su igualdad y derechos humanos. La educación y la alfabetización también son importantes para la competencia de mujeres crecientes en la dirección. Finalmente, el envolvimiento de mujeres en las decisiones dentro de las estructuras es crucial a los derechos de mujeres y sus capacidades a todos niveles (local, regional e internacional).

LAS INICIATIVAS DE MUJERES EN EL NORTE

Los "restaurantes populares" en Francia y en Italia, las cocinas colectivas en Quebec son ejemplos de las iniciativas socio-económicas de mujeres, en particular de mujeres sin empleo excluidas por las razones de educación débil, el non-reconocimiento de diploma, así como los efectos sistémicos de sexismo y racismo que están bloqueando la realización de la igualdad de mujeres.

Estas iniciativas ilustran los conocimientos tradicionales de mujeres (saber-siendo y habilidad), notablemente cocinando y salud. Este tipo de conocimiento, el trabajo y la producción es

invisible o perdió valor en la economía dominante. Es uno de las fundaciones de la pobreza de las mujeres y de su dependencia económica hacia el marido o el estado.

Así en los países del Norte, mujeres excluidas del mercado del trabajo reagrupan para desarrollar actividades ingreso-generadoras que también son actividades que crean y mantienen los lazos sociales en la comunidad local.

Estas iniciativas tienen una naturaleza multi-dimensional y finalidad: la inserción social y profesional de las mujeres excluidas, creación o mantenimiento de lazos sociales e intercultural en la comunidad, la producción de bienes básicos y servicios para los miembros de su familia y su comunidad.

Las mujeres que llevan estos proyectos tienen una relación específica al tiempo. De hecho, es importante para ellas a:

- *aclurar y mantener tiempo suficiente para la conciliación de sus papeles profesionales y domésticos;
- *aprender nuevos papeles, métodos o perspectivas en su vida privada y en su vida profesional;
- *tener tiempo y conservar placer y jovialidad en sus relaciones con los colaboradores, clientes y miembros de la comunidad.

Ellas también tienen una relación específica al trabajo y a la producción: los varios papeles y responsabilidades de producción y dirección son de-compartimentados y compartidos. Por ejemplo, en un restaurante popular, las mujeres girarán la cocina y las tareas del servicio.

Un restaurante popular creado por las mujeres inmigrantes en Francia permite :

- *producir las comidas económicas para las personas de varias edades y las condiciones de vida diversas
- *valorizar la diversidad cultural a través de los varios platos cocinados y establecer los lazos interculturales entre clientes y productores
- *desarrollar los lazos sociales mientras actualizando el restaurante como un lugar de intercambio social, reunión y diálogo entre las personas de varios orígenes y ocupaciones.

Una cocina colectiva puesta en el lugar por las mujeres sin empleo en Quebec permite:

el establecimiento de relaciones personales sociables;
la expresión del placer para ser y actuar juntos.

Los aspectos correlativos y sociales de la actividad son esenciales, porque en su ausencia, sería más difícil vivir las tensiones inherentes dentro del trabajo del grupo y asumir el nivel bajo de economías financieras relacionado a esta producción colectiva de comidas.

LAS MUJERES ESTÁN EXIGIENDO UN" DERECHO A LA INITIATIVA"

Las iniciativas de mujeres de Europa tropiezan con muchos obstáculos en su demanda para el reconocimiento por las administraciones públicas. Entre éstos, uno denota:

- *los estatutos legales inadecuados que son incapaz de reconocer las dimensiones sociales, culturales y económicas de las iniciativas;
- *la compartimentacion de políticas públicas y recursos destinados al humano, el desarrollo social y económico: ese multiplica los pasos de mujeres hechas trabajar con exceso para conseguir el apoyo adecuado y provoca su desembrague o burnout;
- *la convergencia débil (o ausencia de) entre políticas centradas en las mujeres de los derechos de mujeres y políticas centradas adelante el económico y desarrollo del empleo.

En Francia y en Italia, el análisis y el compartiendo de experiencias vivieron por las mujeres inmigrantes menos educadas (quiénes también son poco familiar con los códigos y las normas de su país de adopción) le ha llevado exigir el "derecho de iniciativa"; esto quitaría los obstáculos que impiden el desarrollo de las iniciativas socio-económicas de mujeres. Este "derecho de iniciativa" podría encontrar una respuesta en parte en:

- *un nuevo estatuto legal que reconoce las dimensiones asociativas y económicas de la iniciativa -;
- *las regulaciones y métodos que facilitan el acceso a los medios adecuados y recursos que pueden sostener la iniciativa en todas sus dimensiones (humano, social, cultural, económico).

¿LA ECONOMÍA DE MUJERES?

¿Nosotros podemos encontrar en esta "economía de iniciativas" de las mujeres sin empleo en el Norte las semillas de otro modelo económico? ¿Las actividades económicas colectivas de mujeres rurales y urbanas están, en el sector informal en el Sur, llevando mujeres hacia más autonomía e igualdad?

La «economía» de estas mujeres está proponiendo una economía que apuestase o basese él en:

- *el reconocimiento de los conocimientos tradicionales de mujeres;
- *el reconocimiento de conocimientos adquiridos fuera de empleo y de los estudios formales;
- *el decompartmentalization de la dirección y de las tareas de trabajo y de las responsabilidades, y su compartiendo entre obreros;

- *el principio de ayuda mutual entre obreros para las responsabilidades domésticas;
- *la proximidad entre el lugar de trabajo y el lugar de vivienda;
- *el placer y jovialidad en las relaciones interpersonales;
- *el intercultural recogiendo y encontrándose entre las personas de varias edades y orígenes, etc.,

Uno está bien lejos del modelo dominante que apuesta principalmente en la productividad, competición, la especulación, la supremacía de dinero y tecnología" para crear la riqueza", cuando uno propone una praxis económica centrada en el mantenimiento y enriquecimiento de los lazos sociales durados y en la producción de respuestas concretas y inmediatas a las necesidades esenciales de seres humanos.

Parece que mujeres, como una colectividad, se suponen tener una relación diferente a la vida y a la economía. Ellos se preocupan a menudo más que los hombres para mejorar y mantener la subsistencia y calidad de la vida diaria de las personas que los rodean, en la familia o la comunidad. Se suponen las cuestiones de comida, de resguardo, de salud del cuidado de niños y educación, de querer a las personas enfermas, impedidas o viejas, de servicios personales y relaciones, de celebración y creatividad, para estar al centro de sus procesos sociales y económicos.

De nuevo es necesario que las mujeres ellas mismas reconocen el valor de sus contribuciones específicas. Por una parte, las mujeres han desarrollado estas prácticas en la escena de exclusión. Durante demasiado largo tiempo, las mujeres no tenían la opción. La relación de mujeres al cuidado es así dividido entre el rechazo y la continuidad. Por otro lado, la economía dominante maneja atrás a los márgenes las actividades creativas de lazos sociales y jovialidad, porque ellas son presuntas improductivas y non-profitables.

¿Un impuesto global en la especulación financiera (Tobin Tax), economías colectivas, el trabajo compartiendo, la dirección democrática de trabajo: éstos son, y otros métodos, suficiente para invertir las lógicas y finalidades de la economía dominante (capitalismo)? Si imponiendo contribuciones sobre las transacciones financieras especulativas es un primer paso para redistribuir este tipo de riqueza, en el fin sería preferible eliminar la especulación financiera y así para terminar con e afinanciarización de nuestras vidas. También será necesario introducir una «cultura contra-competitiva» en las relaciones humanas, en la organización de trabajo, en el comercio y en el consumo. Entre los medios sugeridos: las nociones de deuda ecológica y la deuda social en contrapartida de la deuda financiera; el comercio justo y consumo; el cambio de género y servicios, y dinero social en lugar del dinero.

Para transformar la lógica y las prácticas de la economía dominante, es necesario redefinir las nociones de riqueza, productividad y rendimiento. Es necesario reconocer la cantidad y el valor del trabajo que las mujeres hacen en la "producción de la vida" humana ("cuidando", "el carework").

En este sentido, algunas proposiciones están surgiendo de las contribuciones de los participantes en este foro electrónico

Cada persona debe ser totalmente considerada como una riqueza humana (y no solamente para ella o su «mano de obra», y no solamente definió como "el capital humano") : cada persona posee el conocimiento que viene de ella o sus experiencias diferentes de vida (y no solamente el conocimiento reconocido por diplomas o corporaciones profesionales);

Las mujeres (como una colectividad) asuma un trabajo grande de "producción de vida o" "cuidando" (para cuidar de vida humana). Esta "economía de vida" constituye la cara oculta de la economía dominante: socializando a los niños, dando personal, social y la salud reparando a su familia y miembros de la comunidad, el trabajo doméstico (cocinando, limpiando, etc.). Una parte buena de este trabajo es cumplida en la familia y la comunidad sin la remuneración. Cuando este trabajo se remunera en el público y sector privado, generalmente es considerado como un "gasto" en lugar de una inversión. Las mujeres se castigan por "el carework" (el trabajo doble, el ingreso débil, trabajo compartido injusto o ausente con los hombres) y los hombres continúan perdiéndolo su valor (ningún poder, privilegio o el prestigio viene de este tipo de trabajo).

El revalorization de «cuidar», «el carework» y la producción de vida pasa notablemente:

*la introducción y el uso de medidas non-monetarias e indicadores de desarrollo y rendimiento;

*la redefinicion de productividad. Se define la productividad presentemente como la medida del rendimiento de un producido bueno en la relación con los costos de producción. Será necesario entender y calcular todos los costos de producción. Por consiguiente, implica calcular los efectos negativos de todos los procesos de la producción en la salud, la calidad de vida, los derechos humanos y sociales, la cultura, el ambiente,. Porque presentemente estos costos y sus efectos son los «externalizados» en la colectividad. Por ejemplo, el rendimiento presente de un producto financiero en el mercado mundial podría ser muy fuertemente desvalorizado si todo los efectos dañinos él causa serían incluidas en el proceso valorando;

*la distribución de fortunas dando una importancia mayor a las actividades que producen los lazos sociales, en lugar de las actividades financieras especulativas;

*a revalorizacion de «don» (la economía del regalo) (la exención del pago, jovialidad, non la actividad monetaria, non el tiempo productivo).

Para abreviar, nosotros podemos descubrir dentro de las lógicas y las prácticas de la economía de mujeres de vida", algunas huellas por transformar la economía dominante, como:

*la «re-centracion» de la economía en las personas y los lazos sociales;

*el re-imbricacion» de las dimensiones sociales, culturales y económicas en las actividades;

*creando y manteniendo las relaciones sociales como los recursos económicos.

